

Leslie Piquemal (dir.)

Enjeux et luttes autour du genre en Égypte

Terrains
du siècle



— - CEDEJ

Depuis le soulèvement populaire de 2011 en Égypte, la problématique du genre a émergé sous différentes formes dans le cadre des mouvements protestataires – révolutionnaires, réactionnaires – et, plus largement, en lien avec les transformations sociales accompagnant ces vagues de mobilisation.

Alors que les relations entre les citoyens et les autorités étatiques ont été contestées, modifiées, puis repoussées dans une direction réactionnaire, comment les relations de genre ont-elles été mises en cause depuis 2011 ? Quels nouveaux imaginaires, nouveaux rôles et nouvelles identités ont été revendiqués ? Et quelles mobilisations se sont construites face à la multiplication des violences sexistes dans l'espace public ?

Des chercheuses, des expertes, des activistes proposent ici un éventail de regards scientifiques et analytiques sur ces luttes et ces mutations, sur l'expérience gagnée et le terrain perdu. À partir d'enquêtes de terrain approfondies, elles présentent des témoignages militants sur ces objets de recherche sensibles et parfois éphémères.

Leslie Piquemal est docteure de l'Institut d'études politiques de Paris. Elle a été en post-doctorat affiliée au Cedej, au Caire, où elle a vécu dix ans et a mené des recherches de terrain sur les nouveaux collectifs qui luttent contre les violences basées sur le genre dans l'espace public cairote.

Ont également participé à cet ouvrage : Dalia Abd El-Hameed, Angie Abdelmonem, Marta Agosti, Hind Ahmed Zaki, Sandra Fernandez, Perrine Lachenal.

Collection Terrains du siècle

Dirigée par Stéphane Devaux



La publication de cet ouvrage a bénéficié du soutien
de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF).

KARTHALA sur Internet :

www.karthala.com

Paiement sécurisé

© Éditions Karthala, 2018

ISBN 978-2-8111-1928-7

Photographie de couverture : cours de boxercice avec Yasmine Ammar
dans le quartier de Maadi, au Caire. Crédits : Clémence Curty, avril 2017

sous la direction de
Leslie Piquemal

Enjeux et luttes autour du genre en Égypte

CEDEJ
23 rue Gamel el Din Abou el Mahasen
Garden City, Le Caire

Éditions KARTHALA
22-24 boulevard Arago
75013 Paris

Cet ouvrage reprend les textes, initialement en anglais, du numéro de la revue du Cedej Égypte/Monde Arabe paru à l'automne 2015 et coordonné par Leslie Piquemal sous le titre « New gender-related struggles in Egypt since 2011 ». Compte tenu de l'importance et de l'actualité du sujet, une traduction vers le français en format de livre a été réalisée, grâce au soutien financier du Cedej et de l'Agence Universitaire de la Francophonie. Plusieurs personnes ont contribué à ce travail de publication, notamment Jérémy Dessoude et Karine Bennafla pour la relecture, ainsi que divers étudiants accueillis en stage au Cedej en 2016 principalement en charge de la traduction (Ysé Bendjeddou, Maïte Drion, Hugo Berriat, Marie Massoud, Johana Morante et Quentin Pichon).

SOMMAIRE

	7	Translittération
	9	Les auteures
<i>Leslie Piquemal</i>	11	Introduction
<i>Dalia Abd El-Hameed</i>	23	La domestication des femmes : une clé pour comprendre leur situation difficile en Égypte
<i>Hind Ahmed Zaki</i>	37	Les « femmes de Sissi » ? Mutations des discours sur le genre et limites du féminisme d'État
<i>Marta Agosti</i>	55	Initiatives citoyennes et institutions d'État autour des questions de genre : quelles dynamiques depuis le 25 janvier 2011 ?
<i>Perrine Lachenal</i>	77	Ethnographie de la self-défense féminine dans Le Caire révolutionnaire. Mise en récits de la violence des femmes
<i>Angie Abdelmonem</i>	91	Reconsidérer la dépolitisation : l'approche de l'organisation HarassMap pour lutter contre le harcèlement sexuel en Égypte

<i>Sandra Fernandez</i>	113	Des voix masculines dans un mouvement social au Caire
<i>Leslie Piquemal</i>	137	Perception et gestion des rôles et des dynamiques de genre dans les équipes d'intervention OpAntiSH au Caire
	159	Références bibliographiques

TRANSLITTÉRATION

Les expressions en arabe sont en majorité issues de l'arabe dialectal égyptien. La translittération utilisée est simplifiée, proche de la langue classique mais lisible pour un non-arabisant. Les trois voyelles sont courtes (a, u, i) ou longues (â, î, û); les semi-consonnes sont notées (w, y). Il n'est pas tenu compte des emphatiques, qui sont écrites comme les consonnes correspondantes (s, d, t, z). L'attaque vocalique (hamza) n'est pas notée en initiale (et ' à l'intérieur d'un mot); le 'ayn est translittéré en « ' », le shîn en sh. Sauf exception, le jîm est translittéré en « g » plutôt que de manière classique en j. Quand ils sont d'usage en français, les noms de lieux géographiques (ex : Tahrir) et certains noms propres (ex : Nasser, Moubarak, Morsi, Sissi) ou communs (ex : charia, Aïd) sont conservés sans translittération.

LES AUTEURES

LESLIE PIQUEMAL a obtenu un doctorat en politiques du Moyen-Orient à l'Institut d'études politiques de Paris en 2012. Sa thèse porte sur le projet politique des Frères musulmans égyptiens à l'aube de l'ère post-Moubarak. Elle a été doctorante, puis post-doctorante affiliée au Cedej, au Caire, où elle a habité dix ans. Après son doctorat, elle s'est redirigée vers la sociologie pour mener des études de terrain sur les nouveaux collectifs cherchant à combattre la violence basée sur le genre dans l'espace public cairote. Elle travaille aujourd'hui dans le domaine de la défense des droits de l'homme.

DALIA ABD EL-HAMEED dirige le programme de promotion de l'égalité des sexes au sein de l'Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR) où elle supervise les travaux liés aux droits à la santé en matière de sexualité et de reproduction. Elle s'occupe également de documenter les manifestations de sexisme dans les espaces publics. Elle est la cofondatrice d'Operation Anti-Sexual Harassment/Assault (OpAntiSH), une initiative populaire luttant contre les agressions sexuelles de masse lors des grandes manifestations au Caire.

HIND AHMED ZAKI est doctorante au sein du département de science politique de l'université de Washington. Elle détient un master en science politique de l'université de Washington et un bachelor en science politique de l'université du Caire. Elle est membre du Centre d'études du droit comparé et des sciences sociales (CLASS Center) à l'université de Washington.

MARTA AGOSTI travaille dans le domaine du développement international et cumule plus de dix ans d'expérience avec le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et diverses ONG dans le monde arabe. Titulaire de deux masters en études de

développement et en méthodes de recherches anthropologiques, elle est doctorante au sein de l'École des études orientales et africaines (SOAS) à l'université de Londres et associée à l'Institut Cynthia Nelson pour l'égalité et les études sur les femmes de l'université américaine du Caire. Ses travaux concernent l'interaction entre les institutions et les jeunes impliqués dans des mouvements pour le changement social.

PERRINE LACHENAL est docteure en anthropologie à l'Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative (Idemec) à l'université Aix-Marseille. Elle s'intéresse aux recompositions contemporaines du pouvoir dans l'Égypte révolutionnaire, à travers l'observation des corps et les mobilisations liées au genre. Sa thèse porte sur les pratiques de self-défense féminine.

ANGIE ABDELMONEM est doctorante en anthropologie à l'École de l'évolution humaine et du changement social de l'université d'État de l'Arizona. Sa thèse porte sur le rôle de la société civile et des initiatives indépendantes en matière de lutte contre le harcèlement sexuel de rue. Elle a effectué un stage au sein de l'Egyptian Center for Women's Rights (Centre égyptien pour les droits des femmes) en 2005-2006. Entre 2013 et 2014, elle a mené un travail d'observation participante au sein de HarassMap ainsi que des entretiens avec des militants d'autres ONG luttant contre le harcèlement sexuel, dont *Dedd el-Taharrush*, *Harakat Bassma*, *Shoft Taharrush* et Nazra pour les études féministes.

SANDRA FERNANDEZ est doctorante en anthropologie sociale à l'université de Saint-Andrews en Écosse. Elle est titulaire d'un master en sociologie et en anthropologie de l'université américaine du Caire, et conduit un travail de terrain au Caire.

INTRODUCTION

Le soulèvement de janvier-février 2011, un séisme dans l'histoire politique égyptienne, a ouvert la porte à un éventail d'évolutions en ce qui concerne les rapports de genre dans l'espace public, les regards portés sur ces derniers par différents groupes sociaux et le cadrage des comportements genrés par rapport au politique. Ces années révolutionnaires et post-révolutionnaires ainsi que leurs vagues successives de mobilisation et de démobilisation ont été une période de luttes intenses autour des identités et des rapports de genre entre le social, le culturel et le politique.

Avant 2011, pendant l'ère Moubarak, les limites imposées aux libertés publiques, en particulier les libertés d'association, d'expression et de rassemblement, bloquaient toute perspective d'émergence de mobilisations de taille, à la fois féministes et indépendantes. Les droits des femmes étaient quasi monopolisés comme enjeu social par le Conseil national des femmes (*Al-Majlis al-Qawmî li-l-Mar'a*), sous l'impulsion de l'épouse du chef de l'État, Suzanne Moubarak. En parallèle, une toute petite poignée d'acteurs indépendants et très isolés s'activait, comme l'ONG HarassMap créée en 2010 et Nazra pour les Études féministes créée en 2005. Après la participation importante des femmes aux mobilisations de janvier-février 2011 menant au renversement de Hosni Moubarak, les droits des femmes ont été menacés de différentes manières pendant les années qui suivirent alors même que se multipliaient les initiatives indépendantes contre les violences sexistes et pour les droits des femmes. Depuis 2014, de nouvelles avancées juridiques ont été constatées, mais les mobilisations indépendantes sont de nouveau en danger, face aux efforts croissants des autorités pour mettre la société civile en coupe réglée (Pratt, 2015).

Au début 2011, la place Tahrir, au centre-ville du Caire, représentait l'épicentre d'une co-appropriation de l'espace public par les citoyens égyptiens, femmes et hommes, en tant qu'espace politique et espace de mobilisation sociale. Cette place a acquis un statut particulier associé à l'image des manifestants chrétiens ou musulmans et de différentes affiliations politiques s'unissant pour une même cause – et aussi à celle d'hommes et de femmes affrontant ensemble l'ire du régime. Tahrir « est devenue un symbole de l'exercice d'une nouvelle forme de citoyenneté ne passant pas par l'intermédiaire de hiérarchies de genre » (Tadros, 2013). Les citoyennes femmes pouvaient y jouer des rôles de leaders dans la revendication, la mobilisation et l'occupation des lieux de manifestation, traditionnellement perçus comme masculins. Ce lieu symbolique a longtemps conservé une dimension utopique dans l'imaginaire collectif de beaucoup d'Égyptiens. D'après nombre de témoignages, les interactions entre manifestants s'y déroulaient effectivement sur un mode inhabituellement égalitaire, inspiré par le sentiment d'une même volonté collective citoyenne, et dans l'absence des pratiques de violence verbale et physique à caractère sexuel contre les femmes, ordinairement très fréquentes dans l'espace public du centre-ville.

Rétrospectivement, il semblerait que cette expérience vécue par beaucoup d'Égyptiens ait été limitée à une sorte de microcosme révolutionnaire, circonscrit dans l'espace et dans le temps. En effet, le harcèlement et les agressions sexuelles contre des femmes continuaient comme à l'accoutumée à l'extérieur de cette zone, et ont d'ailleurs rapidement gagné la place Tahrir, dans différentes dynamiques politiques et sociales, après ce soulèvement initial de dix-huit jours. En outre, les revendications de ce moment révolutionnaire n'étaient pas exprimées en matière de genre. Les droits des femmes étaient globalement absents des appels à manifester comme des slogans et des banderoles. L'absence de violence sexuelle verbale ou physique était apparemment le produit spontané des conditions régnant sur la place Tahrir pendant ces dix-huit jours, et non issue d'un effort délibéré. Cependant, la dimension visible de cette égalité lors de la mobilisation de janvier-février sur la place Tahrir semble avoir eu un impact durable sur certains individus.

Les identités et les rôles de genre, les représentations genrées des citoyens et de la citoyenneté ont été instrumentalisés de différentes manières dans les discours et les stratégies politiques depuis 2011. Cela apparaît déjà le 18 janvier 2011 dans l'appel à manifester d'Asmâ' Mahfûz, activiste du mouvement du 6 avril. Dans une vidéo mise en ligne sur son blog, elle a en effet annoncé son intention d'aller manifester elle-même et a appelé ses concitoyens à la rejoindre de la manière suivante : « Montrez votre honneur et votre virilité et descendez place Tahrir le 25 janvier. Sinon, vous êtes un traître à la nation, comme la police et le Président... » Clairement, il ne s'agissait pas de proposer un discours féministe ou de déconstruire explicitement les paradigmes de genre dominants. Cependant, comme l'a souligné le chercheur Ahmed Kadry, en affirmant qu'elle se rendrait seule sur la place Tahrir si personne ne la rejoignait et en donnant son numéro de téléphone personnel au grand public, Asmâ' Mahfûz a effectivement défié les normes sociales dominantes régissant le comportement des femmes égyptiennes et indirectement proposé une nouvelle approche genrée à la mobilisation politique (Kadry, 2015, p. 201).

Inversement, les autorités égyptiennes ont aussi fait appel à des représentations genrées de la citoyenneté dans un discours politique visant à décrédibiliser ou à contrer la mobilisation protestataire à diverses reprises depuis 2011. On retiendra notamment les propos d'un général égyptien à un journaliste de CNN sur la pratique des « tests de virginité » imposés par des médecins militaires à nombre de manifestantes détenues lors de la dispersion violente du sit-in de la place Tahrir le 9 mars 2011. Si ces « examens » équivalaient en fait à des agressions sexuelles servant à humilier et « briser » ces femmes, le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui détenait le pouvoir exécutif transitoire, a défendu cette pratique :

Ces filles détenues n'étaient pas comme ma fille ou la vôtre, a affirmé le général égyptien. Elles passaient la nuit dans des tentes avec des manifestants hommes sur la place Tahrir [...] Nous ne voulions pas qu'elles disent que nous les avons agressées ou violées, donc nous voulions prouver qu'elles n'étaient déjà plus vierges. Et aucune d'entre elles ne l'était. (*Amin, 2011*)

Cet exemple illustre bien la mentalité derrière l'approche employée par le CSFA et ses successeurs au sommet de l'État qui – bien plus souvent que les autorités égyptiennes d'avant 2011, si l'on recense les incidents et les cas connus – ont fait usage de la violence sexuelle et sexiste, et qui ont instrumentalisé les identités de genre contre les hommes et les femmes tour à tour, en vue de juguler la dissidence. La chercheuse Mariz Tadros (2013) a estimé que «cet usage de la sexualité était politiquement motivé, planifié et orchestré de manière méthodique et cohérente». Elle a également souligné les discours mettant en doute la «virilité» des opposants politiques hommes et la «respectabilité» (les bonnes mœurs) des opposantes femmes. Les pratiques de violence et d'humiliation sexuelles utilisées dans la sphère publique ou dans les lieux de détention faisaient partie d'un éventail de tactiques servant à briser les victimes en détruisant leur dignité et leur volonté de résistance physique et politique, à inspirer la peur et le sentiment d'impuissance chez d'autres, et à décourager en général la participation aux manifestations. Se multipliant à partir de 2012, les agressions sexuelles collectives contre les femmes pendant les grands rassemblements sur la place Tahrir, tolérées et peut-être orchestrées en partie dans un premier temps (Omran, 2013), ont aussi servi à décrédibiliser les manifestations protestataires. En tout cas, après l'image positive des femmes participant aux mobilisations politiques de rue début 2011, c'est la représentation des espaces publics de manifestation comme des lieux dangereux qui est devenue de plus en plus visible dans les médias et l'opinion publique (Tadros, 2013, p. 28).

Cependant, le caractère dramatique et particulièrement choquant des agressions sexuelles et des viols collectifs perpétrés place Tahrir entre 2012 et 2013 a fini par surmonter l'obstacle du tabou discursif sur la violence sexuelle. Les initiatives luttant contre ces agressions et les efforts des organisations de défense des droits de l'homme ont peu à peu eu raison du silence médiatique en 2013. Ce phénomène a paradoxalement eu une série d'«effets secondaires» positifs en déclenchant un éventail de nouvelles luttes liées au genre. En premier lieu, la création de plusieurs collectifs d'intervention directe contre les agressions collectives, dont deux font l'objet d'études dans ce présent

ouvrage. Certains sont devenus des groupes organisés pratiquant aussi des efforts de prévention et de sensibilisation publique à la pandémie du harcèlement sexuel « habituel », verbal et physique des femmes dans la sphère publique égyptienne. Ces nouveaux acteurs s'ajoutant à une poignée d'ONG préexistantes, on a assisté à la naissance d'un mouvement de mobilisation sociale et sociopolitique d'ampleur, dans le cadre duquel une nouvelle conscience féministe est née chez nombre de citoyens, femmes et hommes, et qui a mené à ce que Pratt (2015) décrit comme une :

Révolution du paradigme de la mobilisation des femmes pour exiger leurs droits. La rue, et non pas la salle de conférence, est devenue l'espace principal de revendication. Elles ont légitimé leurs revendications, non pas au nom des droits de l'homme et des conventions internationales, mais au nom de leur participation à la révolution du 25 janvier 2011 et ses objectifs de justice sociale et de liberté.

Dans ce mouvement, on a souvent revendiqué comme figures féminines idéales Samîra Ibrâhîm, qui a osé tenter un procès au médecin militaire qui lui avait infligé un prétendu « test de virginité » en détention (Mohsen, 2012, Seikaly, 2013), et Hind Nâfi', surnommée *Sitt al-banât* (« la grande dame parmi les filles »), piétinée et mise à nu par des soldats dispersant un sit-in sur la place Tahrir. Torturée en détention, elle a refusé de saluer sur son lit d'hôpital le maréchal Tantâwî du CSFA. On a ainsi assisté à une lutte pour défier les normes dominantes des identités de genre. Cette lutte s'est traduite par une redéfinition de la respectabilité féminine en politique avec des activistes femmes révolutionnaires revendiquant leur droit à la participation politique dans l'espace public, et par la fin du tabou sur la violence sexiste extrême contre les femmes, un thème désormais discuté publiquement. C'est en partie pour essayer d'endiguer la prolifération de cette violence que certaines survivantes ont pris la parole, contribuant à rompre le silence médiatique sur le sujet. En témoignant à visage découvert dans des émissions télévisées en 2013 (Saleh, 2013), leur volonté était de refuser la victimisation et la stigmatisation, et de faire admettre aux médias et à l'opinion publique la réalité et